



Rapport rencontre d'Agadir

21 et 22 juin 2018



*Action Mondiale des
Peuples sur la Migration,
le Développement et
les Droits Humains*

**PGA-
MAROC**

PROGRAMME

PROGRAMME - RENCONTRE DE PREPARATION DU PGA MAROC 2018 21 ET 22 JUIN À AGADIR, MAROC

Jeudi 21 juin 2018 (9h00-12h00)

Participation à la séance d'ouverture de l'atelier thématique organisée par le FMMD :

« Les enfants et les jeunes en mouvement: Pour la mise en œuvre de solutions durables »

Jeudi 21 juin 2018 (14h00-19h00)

14h00 - 14h30	Accueil des participants
14h30 - 15h30	Mots d'ouverture des organisateurs Modérateur : Latif Mortajine Nadir Lahbib (FMMD du Maroc) Kamal Lahbib (secrétariat du comité local d'organisation du People's Global Action PGA, Forum des Alternatives Maroc) Membres du Comité International du PGA
15h30 - 16h	Le Pacte Mondial et ses enjeux au niveau international Modérateur : Abdou Menebhi (EMCEMO/Plateforme MDCCD) L'état des lieux du Pacte Mondial - Monami Maulik (Global Coalition on Migration) Le point de vue des syndicats - El Ouafi (Réseau des Syndicats Euro-méditerranéens)
16h00 - 16h15	Pause
16h15 - 17h45	Le Pacte Mondial et ses enjeux au niveau Régional • Afrique sub-saharienne: Mamadou Goita (IRPAD & PANiDMR) • Europe : Petra Snelders (Transnational Migrant Platform) • Amérique latine: Yolanda Zorayda (Alianza Americas) • Maghreb : Abdelfattah Ezzine (EsMed/RMTMD) • MENA : Roula Hamati (Cross Regional Center for Refugees and Migrants) • Asie : William Gois (Migrant Forum Asia)
17h45 - 18h00	Pause
18h00 - 18h30	Le FMMD, fondements et fonctionnement actuel • Historique et état des lieux du FMMD : William Gois (Migration Forum Asia) • Thématiques prioritaires et les enjeux du FMMD de Marrakech : Abdelatif Mortajine (Plateforme MDCCD)
18h00 - 18h30	Le PGA, fondements et expériences antérieures • Fondements et objectifs du PGA : Monami Maulik (GCM) • Expérience du PGA Berlin : Petra Snelders (TMP)

Vendredi 22 juin 2018 (9h00-14h00)

- | | |
|---------------|--|
| 9h00 - 10h00 | Retour sur les conclusions de la première journée
Chadia Arab (Réseau IDD/Plateforme Euro-Marocaine MDCCD) |
| 10h00 - 11h30 | Les thèmes prioritaires et les objectifs politiques du PGA

Modérateur de la matinée : Driss El Korchi (plateforme MDCCD) <ul style="list-style-type: none">• Introduction : Mamadou Goita• Débat sur les objectifs et les thèmes prioritaires |
| 11h30 - 11h45 | Pause |
| 11h45 - 13h30 | Les préparatifs du PGA 2018 <ol style="list-style-type: none">1. Définition du programme du PGA (Monami Maulik)2. Stratégie de mobilisation (Abdou Menebhi)3. Aspects logistiques : planning, budget, ressources humaines (Kamal Lahbib)4. Plan d'actions |

CONCLUSIONS

13h30 - 15h00 Repas

Vendredi 22 juin 2018 (15h00-17h00)

Participation à la clôture de l'atelier thématique du GFMD

Samedi 23 juin 2018

Participation à la rencontre de Tiznit avec l'Université d'Agadir

JEUDI 21 JUIN 2018

LE PACTE MONDIAL ET SES ENJEUX AU NIVEAU INTERNATIONAL

Monami Maulik (Global Coalition on Migration)

Nous avons aujourd'hui huit membres du comité international de la PGA. Je vais donner un bref aperçu du Pacte mondial. C'est un processus qui a commencé en 2016 avec les négociations à New York et l'adoption de la déclaration de New York. Il y a deux pactes différents, le pacte sur la migration, pour lequel le dernier cycle de négociations aura lieu le mois prochain en juillet, et le pacte sur les réfugiés. Dès le début, il était clair que la société civile était loin derrière et qu'un travail important devait être fait rapidement. C'est ce qui s'est passé l'année dernière avec des consultations régionales et nationales. Par l'intermédiaire de la Coalition mondiale sur la migration et d'autres réseaux, des consultations régionales ont été organisées (MENA, ASIE, Europe, Pacifique, Canada et Amérique latine); le processus de consultation a culminé au Mexique - il s'agissait d'une période d'évaluation qui a donné lieu à un premier projet de rapport, publié par le Mexique et la Suisse, les co-facilitateurs du processus de consultation.

Les réflexes nationalistes ont empêché les gouvernements de signer ce document. Une question particulièrement discutée a été la distinction entre les migrants réguliers et irréguliers. Dès le premier jour des consultations, les gouvernements ont tenté de retirer les migrants irréguliers du Pacte. Les autres questions centrales sont la distinction entre réfugiés et migrants, les voies de migration légale, les normes du travail, la protection des travailleurs migrants et la question des retours. La soi-disant 'crise des réfugiés', qui n'était pas nouvelle du tout, a été un moteur pour les gouvernements surtout au sein de l'Union européenne, il y avait la volonté de gagner des électeurs en démontrant que les gouvernements étaient capables d'expulser les personnes non autorisées à rester dans leur pays.

Des efforts ont été faits avec des groupes de la société civile pour avancer sur différentes questions: le genre, les retours, les réfugiés pour s'assurer que les deux pactes soient complémentaires, qu'ils offrent une protection et des voies de régularisation à toutes les personnes en danger. Aujourd'hui, notre objectif dans le dernier cycle de négociations est de maintenir le langage que nous voulons avoir dans le compact. De nombreux pays veulent des retours et pas de service pour les sans-papiers. Il est important de placer le pacte mondial dans le contexte politique actuel, dans la réalité des politiques qui existent déjà. Le pacte ne va pas changer ces politiques, mais il peut être un outil que nous pouvons utiliser à l'avenir pour faire le travail de plaidoyer que nous devons continuer à faire dans tous les cas.

En ce qui concerne la route vers Marrakech, 5000 personnes vont être à Marrakech pour les différents événements (GFMD, PGA et Journées de la société civile), il y aura beaucoup d'activités. Comment le PGA peut-il être utilisé stratégiquement alors que le Maroc prend une position de leader? Comment pensons-nous le PGA? Peut-il s'agir d'un programme régional d'activités sur une plus longue période? Il n'y a pas de certitude que tous les gouvernements signeront le pacte. Il est important que tout en soulevant ce qui manque dans le pacte, nous pensions à une stratégie de long terme. Comment pouvons-nous réussir à construire un mouvement social puissant avec les migrants? Le rôle de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans la mise en œuvre du Pacte est jusqu'à présent un point d'interrogation. C'est un moment important pour nous - que proposons-nous comme alternatives?

LE POINT DE VUE DES SYNDICATS

- **Mamadou Nyang** (Réseau des Syndicats Euro-méditerranéens)

Nous sommes un réseau de syndicats du Maghreb, d'Afrique subsaharienne et d'Europe du sud. Nous intervenons à la fois dans les pays de transit et d'accueil. Nous avons une assemblée qui se réunit tous les ans et des points focaux dans chacun pays. Nous considérons que la migration est un droit et que là où se trouve le migrant il doit être protégé (nous nous appuyons notamment sur le travail de l'OIT). Aujourd'hui, nous avons une gouvernance basée sur des interdictions, la plupart des pays ont signé des accords avec les pays européens (accord de réadmission, de voisinage), ce qui entraîne de nombreux problèmes : reconduites à la frontière, camps de concentration.

Nous avons préparé un document d'analyse qui montre notre position sur ce pacte et qui a été diffusé très largement. Notre position est claire : aujourd'hui il y a la nécessité d'avoir un pacte qui va au-delà de la convention de 1990, un cadre contraignant, qui reconnaisse le droit à la migration comme un droit fondamental. Il est important d'unir nos efforts, de développer davantage une articulation avec la société civile. Nous devons veiller au respect et à l'application de toutes les mesures qui affectent les migrants.

LE PACTE MONDIAL ET SES ENJEUX AU NIVEAU RÉGIONAL

- **Afrique sub-saharienne:** Mamadou Goita (IRPAD & PANiDMR)

J'ai une responsabilité vis-à-vis du continent parce que j'ai participé aux consultations et aux négociations et j'ai eu le privilège de travailler pour l'application de la consultation de Bamako, dont certaines propositions ont été incluses dans le document.

C'est un document qui change rapidement. C'est un enjeu fondamental pour l'Afrique, ça a permis au continent de mettre sur la table des questions qui fâchent. 80% des migrations africaines sont sur notre continent. Nous avons eu l'opportunité de voir les Etats travailler entre eux, de les laisser parler. Ça a permis de voir des Etats qui avaient des positions extrémistes. L'Afrique du Sud par exemple a pris un certain nombre de positions qui tranchent avec la solidarité des autres pays. Ça nous a permis d'harmoniser nos positions, de faire des concessions.

Le groupe Afrique était initialement un groupe progressiste sur la question des migrations. La distinction entre migrants légaux/illégaux a été une question centrale. Il y a eu certains sujets controversés sur la position africaine. Par exemple la question de la clause de non-refoulement que l'Afrique a proposé de supprimer. Il s'est avéré que cela faisait partie d'une négociation sur l'accès aux services. La question des causes profondes des migrations et notamment où va-t-on placer la question du réchauffement climatique ? L'Afrique a proposé que la question du changement climatique soit renvoyée au pacte sur les réfugiés. C'est très problématique car le changement climatique influence les migrations en général. Il n'y a rien sur le changement climatique dans la dernière version. Il y a eu un accord sur l'accès aux services sociaux de base.

La participation des Etats africains a été extrêmement faible. La délégation africaine a défendu la position que le suivi du pacte était un processus intergouvernemental - d'où l'exclusion de la société civile. Ils n'ont pas pris en compte tous les documents envoyés, nos positions. On espère que cela sera pris en compte dans la dernière version.

Le plus important est tout ce qu'on va faire entre juin et décembre pour préparer Marrakech et qu'est-ce qui va se passer après ? Besoin d'une pression/d'une position de la société civile. D'ici deux semaines, nous ferons tout ce qu'on peut faire pour que les Etats s'intéressent à cette phase des négociations. Le groupe Afrique avait au départ une position très progressiste mais cela a changé au fur et à mesure des négociations.

- **Europe:** Petra Snelders (Transnational Migrant Platform)

TMP (Transnational Migrant Platform) est une plate-forme de diverses organisations de migrants actives aux Pays-Bas et en Europe. Il y a eu une consultation régionale sur le Pacte en Europe en novembre dernier. Il y a eu rarement des consultations nationales. Aux Pays-Bas, par exemple, le gouvernement était très sélectif sur qui pouvait participer et la consultation a été plus axée sur la question des réfugiés.

Plusieurs Etats ont publié récemment leurs priorités en termes de politique migratoire et cela correspond à ce qu'ils veulent mettre dans le pacte mondial. En Europe, il y a un discours de la peur sur les migrations, les Etats brandissent la menace d'une grande crise migratoire. Le Pacte Mondial conforte et renforce les politiques existantes et voulues de l'Union Européenne. Il existe également différents points de vue au sein de l'UE, par exemple, comme nous l'avons vu avec la Hongrie. C'est un pacte euro-centré, avec beaucoup de contrôle, beaucoup d'intérêts personnels, se concentrant sur l'arrêt de la migration, pour s'assurer que 'la crise' ne se reproduira plus. Le pacte dit qu'il est très important de faire quelque chose au sujet des causes profondes, mais il n'y a rien dans le texte sur la façon de faire cela, le pacte ne parle pas par exemple des inégalités sociales. Aux Pays-Bas, deux rapports ont été récemment publiés avec de nouvelles propositions sur la migration - il inclut des investissements pour les entreprises néerlandaises - l'un des objectifs est l'aide au développement. Les financements iront aux pays qui gardent les migrants sur leur territoire, conformément à la politique du « plus pour plus, moins pour moins ».

Un autre problème réside dans les conceptions qui sous-tendent le pacte. Les femmes y sont victimisées. Comme vous le savez probablement, il y a un sommet européen ce week-end pour parler de la soi-disant crise migratoire. On y emploie beaucoup les termes « partenariats » et « investissements ». L'accord de Dublin n'est pas non plus abordé dans le Pacte mondial, or c'est un gros problème dans l'UE. Une autre préoccupation majeure est la division entre les migrants désirables et non désirables - c'est une distinction raciste. Ce qui est vraiment difficile, c'est la criminalisation des migrants, l'externalisation des frontières, si tout cet argent était dépensé différemment, cela ferait vraiment une différence. En ce qui concerne la régularisation, les voies d'accès proposées dans le pacte sont très limitées, ce qui affecte les droits des migrants. La partie non contraignante est également préoccupante; cela signifie que les gouvernements ne pourront pas être rendus responsables.

La feuille de route vers Marrakech : nous devons faire face à ces développements, mais c'est aussi une opportunité de développer des alternatives.

- **Amérique latine:** Yolanda Zorayda (Alianza Americas)

Ce document parle de nous, de nos communautés. Défis: statut d'immigration, mobilité humaine, xénophobie, statut inégal. Les flux mixtes sont naturels; les migrants quittent leur pays pour fuir des situations précaires et dangereuses, les réfugiés et les migrants font face à des défis similaires. Ils doivent être protégés. La gestion des frontières devrait respecter les normes internationales relatives aux droits de l'homme, la protection de l'unité familiale et les enfants ne devraient jamais être séparés de leurs parents.

Le statut d'immigration est essentiel pour protéger les migrants contre la discrimination et leur accorder l'accès aux services de base. Les migrants préfèrent les voies légales. Lorsque les options ne sont pas disponibles, la migration irrégulière devient la seule possibilité. Ce n'est pas un choix. Les voies régulières sont la clé pour réduire la migration irrégulière. Les migrants ont des droits humains et il n'y a pas de base légale pour refuser les droits de l'homme aux migrants. La protection des droits des migrants devrait être une partie importante du pacte - elle doit reconnaître que le refus des droits est contraire au droit international. Les travailleurs migrants doivent être assurés qu'ils seront protégés. La criminalisation n'est pas efficace. La documentation est essentielle : les migrants ont besoin de documents pour accéder aux services et droits fondamentaux, y compris le droit à une représentation légale et à une procédure équitable. Nous avons besoin d'une participation active des migrants eux-mêmes. Le Pacte Mondial devrait protéger nos droits. Il est aussi important de réfléchir à la manière d'éliminer les problèmes qui provoquent l'immigration: la pauvreté, la gouvernance, les inégalités pour changer la situation de nos communautés.

- **Maghreb:** Abdelfattah Ezzine (EsMed/RMTMD)

Notre travail a été réalisé dans le cadre de la commission sur le pacte mondial. Le Maghreb a participé à deux consultations : consultation africaine Bamako, et région MENA. On est satisfait en ce qui concerne le préambule, mention des cadres internationaux sur les droits de l'Homme. Idées collectées dans le cadre d'une lecture comparative : la question des données pose des problèmes, droit d'accès à l'information, fait-on appel à nous pour la production de ces données ? On travaille dans le cadre de phrases qui font passer la chose et son contraire. On criminalise l'aide aux migrants. On incrimine les migrants. Nous demandons une redéfinition des migrants, avec un nouveau concept : le migrant en conflit avec la loi. On constate qu'il y a l'absence de la question des migrants climatiques. Il n'y a pas d'instance qui les prend en charge. 2ème point, la responsabilité partagée, on demande que les Droits Humains soient mis en avant. La migration de retour doit être un choix souverain de la personne. Ce retour n'est pas choisi, il est imposé. En ce qui concerne la coopération internationale, le point noir ce sont les centres de tri et l'externalisation des territoires. On parle de développement durable, de la migration au service du développement mais on ne parle jamais du développement de la migration. Rien n'est dit sur le fameux article 13. Malheureusement cet article 13 n'est pas respecté. On ne voit pas non plus l'approche genre. C'est la même chose pour les enfants et les jeunes. Aussi sur les enfants qui restent dans le pays d'origine et dont les parents partent. On ne traite pas de la visibilité sociale des migrants en tant que citoyen.

- **MENA:** Roula Hamati (Cross Regional Center for Refugees and Migrants)

Nous avons perçu l'idée de participer à la consultation comme une opportunité pour parler de migration, pour que la société civile se rassemble. Nous avons considéré le Pacte mondial comme ce qu'il pourrait être et ce que nous pourrions en faire en tant que société civile. Je pense qu'il faut le voir comme un processus, un processus cumulatif, si vous regardez où nous en sommes maintenant, et regardez là où nous étions il y a deux ans; nous avons tellement plus, c'est un processus collectif. C'est un processus à long terme, et cela va continuer, comment allons-nous nous y engager? Lors de notre consultation, nous avons essayé d'examiner les questions que nous estimions les plus importantes pour la région: la détention, le statut des travailleurs migrants. Certaines de nos contributions sont reflétées dans le projet, par exemple, le fait de pas lier l'employé à un sponsor spécifique, c'est quelque chose qui n'est mentionné dans aucune autre convention.

- **Asia:** William Gois (Migrant Forum Asia)

En Asie, la première réaction a été: ce n'est pas un problème asiatique, les flux de la Méditerranée vers l'Europe. En 2015, la question a été inscrite à l'ordre du jour des Nations Unies. Peut-être est-il temps de parler de la migration au niveau mondial. Jamais auparavant dans l'histoire récente il n'y a eu autant d'attention portée sur un sujet, plus de 60 réunions au niveau mondial, les ressources dépensées, rien que l'on pourrait comparer à d'autres questions discutées au niveau mondial. Comment saisir cette opportunité en tant que société civile ? Notre engagement ira au-delà de Marrakech, il ne s'agit pas seulement du Maroc.

Priorités pour les gouvernements et la société civile en Asie: 1. travail décent pour les travailleurs migrants: migration régulière / irrégulière, droits des migrants, transferts de fonds. 2. Redéfinir la mobilité, économie régionale à la croissance la plus rapide, l'économie est mondiale et régionale, le travail sera donc global et régional, les gens devront se déplacer à tous les niveaux de compétences, les gouvernements asiatiques le comprennent. L'économie mondiale a changé. Dans ce monde, comment peut-on envisager la mobilité? 3. Comment peut-on protéger les droits des citoyens? Processus d'engagement de la société civile, comment pouvons-nous assurer un niveau de protection de notre peuple? Comment un gouvernement peut-il exercer son droit souverain dans un autre pays? Comment un Etat peut-il protéger les droits de ses citoyens dans un autre pays?

DEBAT

- Ce pacte nie la convention des droits des travailleurs migrants et de leur famille, c'est le seul outil qui permet de garantir des droits aux migrants. Pourquoi on ne continue pas à se battre pour cette convention ?
- On est en train de combattre les camps de détention mais dans ce pacte on l'accepte. C'est un pacte déséquilibré, construit pour les pays du Nord, les droits des migrants y sont mis de côté, par contre on demande aux pays du sud de faire des efforts. Certains points doivent être refusés, on ne peut pas négocier: la criminalisation et la détention des migrants, la question des droits des migrants.
- On provoque des dégâts, on provoque la migration, on gère la migration mais on ne sait pas accueillir la migration.
- Réflexion à avoir sur un plan de communication.
- Il faut que la société civile garde la capacité d'être une force d'interpellation. C'est notre rôle en tant que société civile. Il faut imaginer des modalités d'action immédiates, non pas seulement avoir une idée force sur l'ensemble du pacte, avec un processus en trois temps : 1. Interpeller 2. Pointer les lignes rouges 3. Mener des actions exemplaires.

VENDREDI 22 JUIN 2018

FMMD: ORIGINES, OBJECTIFS ET EXPÉRIENCE DES ANNÉES PRÉCÉDENTES

William Gois:

Quelle est notre stratégie cette année? Chaque année, c'est une stratégie différente. Le FMMD a débuté en 2006, lors de la création du premier dialogue de haut niveau sur la migration. Un élément important était l'idée d'avoir une plate-forme pour parler des questions de migration. En 2007, le premier FMMD était un processus dirigé par les États. C'était une déception. Nous voulions que la question des migrations soit discutée au sein des Nations Unies, dans le cadre de référence des Droits Humains. C'était notre objectif. La société civile a insisté sur le fait que nous devons être présents à la table. La plateforme a été intitulée FMMD, pour parler des migrations sous l'angle du développement, il n'y avait pas de discussion sur les droits. Ce qu'il fallait faire, c'était pousser à une approche des droits de l'homme. Aux Philippines, au début des discussions, le gouvernement philippin a insisté pour que les droits de l'homme soient traités, pour que ce soit le cadre de référence. Ce fut un premier succès pour la société civile. Notre deuxième succès a eu lieu au FMMD Suisse: la société civile allait faire partie du FMMD. Les journées de la société civile existaient mais l'organisation et les ressources avaient été confiées à une fondation. Mais en Suisse, on nous a demandé si nous voulions organiser les journées de la société civile. Nous avons dit oui et c'est ainsi que nous avons eu notre deuxième succès. Nous avons pu organiser nous-mêmes les journées de la société civile. Notre troisième succès, nous voulions parler directement aux gouvernements, nous voulions un espace où nous pouvions interpellier les gouvernements, donc de deux Journées de la société civile, nous sommes passés à un programme de 5 jours avec un espace commun entre les gouvernements et la société civile. Il y avait aussi une autre stratégie à côté de cela: nous continuions à créer notre propre espace, nous avions ce qu'on appelait un dialogue communautaire à New York. En 2008, aux Philippines, on l'appela l'Action Mondiale des Peuples (PGA). C'était auto-organisé; cela a toujours dépendu du comité d'organisation local. Le succès de la PGA a également signifié le succès des Journées de la société civile. Il y a eu des moments forts (Philippines, Grèce, Bangladesh et Mexique) et des moments difficiles (Suède, 50 participants). À Berlin l'année dernière, nous avons eu le soutien de la FES. Quand je regarde Marrakech, nous n'avons jamais été dans une situation comme celle-ci avant. Jamais auparavant la migration n'a été à l'ordre du jour comme c'est le cas actuellement. La question est quelle sera notre stratégie au Maroc? Sachant que notre stratégie ne concerne pas que le Maroc mais la politique au niveau global. Ce n'est pas 2018, c'est 2018 et au-delà. Nous devons lutter pour que les problèmes qui nous semblent prioritaires figurent à l'ordre du jour des discussions. Je suis très impressionné par la façon dont le comité local a été organisé. Je voudrais remercier Kamal et Abdou et les autres pour le travail qu'ils ont accompli, non seulement au Maroc mais aussi dans la région. Je n'ai jamais vu cela auparavant, le gouvernement soutient ici l'organisation du PGA. L'année dernière, le pays hôte a reconnu pour la première fois le PGA en tant que mouvement de la société civile. Nous sommes devenus officiels. Comment utilisons-nous cette opportunité? Ce n'est pas évident. Comment pouvons-nous montrer de nouvelles formes de solidarité? C'est ce que nous devons montrer cette année. En voyant les capacités que nous avons ici, je suis sûr que nous pouvons le faire.

LES THÈMES PRIORITAIRES DU FMMD

Abdelatif Mortajine :

Nous sommes partis de 3 postures, 1 défendre les droits des migrants c'est défendre tous les citoyens 2 la solidarité pour nous est une lutte contre l'injustice 3 le dialogue, nous avons choisi d'être dans le dialogue, pour nous c'est la base même pour avancer. La participation des migrants est essentielle. Il nous faut absolument la convergence des actions, au moins que l'on fête ensemble la journée contre le racisme le 10 décembre, essayons de faire de cette journée là une grande fête pour les droits des migrants.

Nous sommes convaincus que nous disons les mêmes mots mais nous ne parlons pas des mêmes choses (gouvernements et société civile). Nous avons débattu de la vulnérabilité, pour nous la vulnérabilité est engendrée par le manque de droits, 2 la mobilité, le gouvernement parle de retours alors que pour nous ce sont des expulsions et déportations, jamais le retour n'a été choisi, nous par mobilité nous entendons liberté de circulation 3 gouvernance : pour nous c'est la participation des migrants, ce n'est pas l'approche des gouvernements. Il y a plusieurs défis : comment gérer entre nous la différence, prendre des décisions sans que les minorités ne soient lésées, réussir l'inclusion pleine et totale des syndicats et travailler sur l'élaboration d'un programme qui va au-delà de Marrakech, déterminer les thèmes prioritaires, les modalités d'action. Enfin, il faut trouver les moyens pour réaliser nos ambitions.

LES THÈMES PRIORITAIRES ET LES OBJECTIFS POLITIQUES DU PGA

Monami Maulik nous a ensuite donné un aperçu du PGA et de ses objectifs politiques. Elle pointe l'importance d'avoir des migrants au centre du PGA et de leur donner l'opportunité de parler publiquement, ce qui a été le cas en Grèce et a été un vrai succès. De plus, un objectif à garder en tête : Comment impacter les 5000 personnes présentes ? Dont les gouvernements, le Pape, le roi Marocain. L'accent doit être mis sur l'importance de l'impact que l'on doit avoir par rapport aux personnes qui prennent des décisions.

Il faut mettre l'accent sur les mouvements sociaux, l'injustice, les jeunes, les droits des femmes, peut-être même faire une campagne contre la xénophobie. De plus, il est aussi important que cela ne s'arrête pas aux rencontres de Marrakech. Il faut que l'on continue à se voir et établir ensemble un plan d'action. Question à se poser : Est-ce que on veut une discussion interne ? Ou une démarche dans la rue ? Exemple de 2013 où nous sommes allés marcher sur le pont de Brooklyn pour les droits des migrants avec des migrants. Il faut être visible.

Il faut avoir une stratégie unifiée à l'extérieur du PGA, faire une campagne et utiliser le langage pertinent pour améliorer les lois car les objectifs politiques ne sont pas différents ce sont les stratégies qui sont différentes. La question est : Comment avoir de l'influence à l'extérieur du PGA ? Ce ne sont pas seulement les gouvernements, beaucoup de personnes ne veulent pas entendre parler des migrants. Cette année nous pouvons avoir un impact au niveau du PGA.

Petra Snelders a ensuite insisté sur le fait qu'il fallait se concentrer sur des sujets principaux comme les deux pactes sur les réfugiés et les migrants, le changement climatique, les enfants et les femmes migrantes. Par rapport à ces trois sujets, il faut analyser les différences entre les différentes régions du monde et mettre en place un plan d'action pour les mettre en avant.

Il faut travailler sur l'organisation des journées de société civile et identifier des soutiens potentiels. Il faut aussi réfléchir aux objectifs politiques que nous voulons atteindre avec le PGA et penser à ce qu'il faut mettre en place après le Pacte Mondial. Il est possible de trouver des soutiens au niveau local (exemple de la ville d'Amsterdam). Est-ce qu'on ne peut pas organiser une marche à Marrakech ? C'est une idée à laquelle il faut penser sérieusement.

Enfin Mamadou Goita a insisté sur la nécessité d'harmoniser la communication pour avoir un impact politique fort aux niveaux global et régional. Une harmonisation qui permettra d'avoir un message commun et transversal. De plus, il ne faut pas oublier la notion de formation mutuelle. Les thématiques à approfondir sont celles des femmes et des enfants, les deux groupes sont souvent rapprochés alors qu'ils ont chacun des problématiques distinctes. De plus, il faut continuer à débattre autour de la xénophobie et du racisme.

Discussion autour des préparatifs du PGA

- L'importance des réseaux sociaux
- Rester sur un discours politique ou aller vers un discours juridique car cela concerne des lois (comme l'exemple des gens qui vont en prison pour avoir aidé des migrants)
- Il doit y avoir une réflexion continentale
- Il faut un budget pour nous réunir et organiser les activités
- La question du racisme et de la discrimination n'est pas assez présente.
- Etablir des groupes de travail sur des sujets différents
- Un des groupes de travail peut se faire sur l'organisation d'activités culturelles pour représenter l'identité culturelle des migrants et le respect de la culture qui est essentiel
- Réagir à l'actualité pour avoir de la visibilité, repérer des événements marquants
- Comment mobiliser les migrants eux-mêmes à la marche et aux préparatifs ?
- Soulever le problème de la traite humaine et de l'esclavage avec la migration
- Traiter aussi de la criminalisation de la solidarité
- Groupes de travail sur la logistique, la communication, la finance
- Faire attention au rôle des médias qui peuvent être très néfaste
- Sujet des viols collectifs avec la police - quand il y a plainte les victimes vont en prison
- Créer une sorte de brochure explicative pour la diffusion et pour se faire connaître
- Créer des événements et être présents, visibles pendant certaines journées-phares comme : 21 mars, 20 novembre, 21 mai, utiliser ces journées internationales
- Remettre en place un site internet avec la diffusion des travaux et des actions
- Comment intéresser les médias et les sensibiliser ?

Conclusion de ces discussions après la lecture de la déclaration d'Agadir

Monami Maulik est revenue sur les différents points de cette journée et s'engage à lire la déclaration d'Agadir aux Nations Unies à New-York. Essentiel d'avoir une stratégie méditerranéenne. Monami Maulik propose d'inviter Madame Tindayer pour le PGA. Les femmes doivent être au cœur des discussions. L'importance aussi de notre intervention au Mexique pour être visibles. Mais aussi l'importance de la culture et de mettre les migrants au centre de nos discussions et qu'ils soient si possible acteurs de la mise en œuvre de leurs droits.

Kamal Lahbib : l'un des premiers défis, c'est de réussir le passage à la langue arabe. Eclaircissement sur les relations avec les autorités au Maroc : paradoxe entre un Etat qui régularise les migrants et met en œuvre une politique sécuritaire, qui a une attitude répressive envers les migrants. Ce que nous pouvons assurer, c'est que nous serons systématiquement dans la lutte pour notre autonomie quelque soit l'appui du gouvernement. Concernant la marche, nous allons faire de notre mieux pour essayer d'avoir l'autorisation. Ca nécessite une négociation politique et des dispositions sécuritaires. Sur la mobilisation des migrants : aujourd'hui les migrants en situation irrégulière ne peuvent pas venir pour discuter, nous ferons de notre mieux pour qu'ils soient accueillis et protégés. Un autre défi est celui de réussir la fluidité de l'information et de la communication ainsi que réussir une inclusion pleine et totale des syndicats dans nos discussions. Parler et aussi élaborer une stratégie au-delà de Marrakech. Et enfin et qui est important trouver des moyens pour réaliser tous ce que nous avons débattue et discuter pendant ces deux jours.



DECLARATION D'AGADIR

A l'invitation du comité international et du comité local maghrébin du PGA (People's Global Action, Action mondiale des Peuples), des représentants de la société civile venus de diverses régions du monde (Afrique subsaharienne, Asie, Amérique latine, Europe, région Mena et Maghreb) se sont réunis les 21 et 22 juin à Agadir.

Ces acteurs associatifs, militants des droits de l'homme, syndicalistes ou représentants des migrants ont fait le point sur le processus devant conduire à l'élaboration et à l'adoption du pacte mondial sur les migrations (GCM) à Marrakech en décembre 2018.

Cette réunion visait tout particulièrement à préparer le PGA qui se déroulera en marge du Forum Mondial Migration et Développement (FMMD) de Marrakech.

Le processus engagé depuis 2017 reposait sur une démarche censée donner à la société civile la possibilité de contribuer à l'élaboration du pacte mondial sur les migrations.

Plusieurs versions de travail de ce pacte ont été formulées dont les contenus ont suscité de nombreuses discussions et ont fait naître auprès des acteurs de la société civile des inquiétudes fortes qu'ils n'ont pas manqué de souligner.

Les représentants de la société civile engagés dans le processus ont ainsi relevé que les différentes rédactions tendaient à minimiser les droits des migrants et privilégier une approche basée sur les interdictions édictées par les pays du Nord.

Les participantes et les participants souhaitent mettre l'accent sur des préoccupations qui constituent autant de points de vigilance :

- Les participants insistent pour que la convention sur les droits des travailleurs migrants et leur famille ainsi que les conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) constituent des socles incontournables au même titre que la déclaration internationale des Droits de l'Homme.
- Le pacte doit clairement refuser toute forme de détention des migrants en raison de leur statut.
- L'insistance mise sur la différenciation entre migrants réguliers et non réguliers mène au refus des droits à ces derniers.



- Le droit à un travail décent pour tous les migrants, quelque soit leur statut, doit être affirmé dans le pacte.
- Le droit à la mobilité et à la libre circulation des personnes doit être également affirmé.

Par ailleurs, les participantes et les participants constatent que l'aide au développement continue à être utilisée, dans ce pacte, par les pays donateurs comme un levier pour asseoir leurs intérêts nationaux. A cet égard, ils appellent les Etats du Sud à faire preuve d'une plus grande fermeté dans la défense des intérêts de leurs ressortissants.

Ces inquiétudes sont malheureusement confortées par une actualité internationale tragique (particulièrement en Europe et aux Etats Unis) dans un contexte de montée généralisée de la xénophobie, le racisme et les replis nationaux ou identitaires.

Dans la perspective du sommet de Marrakech, les participantes et les participants continuent à considérer que tous ces points constituent des conditions indispensables et demandent fermement que leurs préoccupations, attentes et propositions soient entendues à l'occasion de la rédaction finale du pacte.

A cet effet, ils appellent les acteurs de la société civile dans toute sa diversité à se mobiliser pour faire entendre leur voix.

Le PGA de Marrakech sera un moment pour que la société civile évalue l'ensemble du processus et adopte une position à la lumière des dernières évolutions.

Agadir le 22/06/2018

Les participantes et participants à la réunion préparatoire du PGA 2018

Secrétariat:

Forum des Alternatives Maroc

45 rue Abidjan, N°3, 1er étage, Océan, Rabat, Maroc

E-mail: 2018pgamaroc@gmail.com

Tél: +212 537 70 59 27/29

Pour l'Europe :

Plateforme Euro-Marocaine MD CD - Emcemo

Eerste Weteringplantsoen

2c 1017 SJ Amsterdam – Pays-Bas

emcemo1@gmail.com

Tél. : 0031 2 04 28 88 25



Le secrétariat du comité local d'organisation

SECRÉTARIAT:

Forum des Alternatives Maroc
45 rue Abidjan, N°3, 1er étage, Océan, Rabat, Maroc
E-mail: 2018pgamaroc@gmail.com
Tél: +212 537 70 59 27/29

POUR L'EUROPE :

Plateforme Euro-Marocaine MDCCD - Emcemo
Eerste Weteringplantsoen
2c 1017 SJ Amsterdam – Pays-Bas
emcemo1@gmail.com
Tél. : 0031 2 04 28 88 25